



Orsay/Orangerie

Syndicat **C.G.T** des musées d'Orsay et de l'Orangerie

62 rue de Lille - 75343 PARIS Cedex 07

Tél : 01 40 49 48 60 – 43 01 - courriel : cgt@musee-orsay.fr

1, jardin des Tuileries, 75001 PARIS

org.cgt@musee-orangerie.fr

Paris, le 17 octobre 2011.

Serrés dans l'étau

Le ministère du Budget a fixé les plafonds d'emploi des opérateurs dans le projet de loi de Finances 2012, plafonds en baisse dans le cadre de la poursuite de la réduction du nombre de fonctionnaires.

« Pour la première fois depuis 1945, les dépenses de personnel de l'État vont baisser. C'est tout simplement historique. » se félicite le ministre du Budget, le 7 septembre 2011.

Pour les musées d'Orsay-Orangerie, le plafond autorisé baisse encore, de 464 en 2011 à 450 en 2012, soit **14** emplois en moins, ce qui équivaut à la **totalité** des départs en retraite de l'année.

Environ **30** emplois n'ont pas été pourvus en 2011, ce qui a permis :

- de réaliser des économies sur la masse salariale ;
- de justifier la suppression de 14 postes restés vacants.

L'effectif réel à mi-2011 était de 434.

La direction du M'OO a été invitée cet été par la Direction générale des Patrimoines à saturer son plafond d'emploi d'ici l'été 2012, c'est-à-dire à pourvoir les 17 postes vacants restants après la suppression de 14.

Ces 17 postes seraient ventilés, à titre prévisionnel dépendant de nombreux paramètres non garantis, en :

- **14** pour la surveillance à Orsay (affaiblie par un sous-effectif chronique conduisant à fermer occasionnellement des salles et à laisser des salles non surveillées, alors que 2000 m² supplémentaires vont ouvrir dans trois jours)
- **3** pour l'ensemble des autres services (eux aussi affaiblis et étouffés par un sous-effectif notoire, une redistribution des tâches et une surcharge de travail)
- **0** pour le musée de l'Orangerie.

C'est l'application concrète dans notre établissement, comme dans toute la Fonction publique, du dogme gouvernemental de la Révision générale des politiques publiques.

Ces baisses d'effectifs sont en partie compensées par le recours à des vacataires précaires, des sous-traitants du secteur privé, et des stagiaires.

.../...

Le **NOUVEL ORSAY**, programmé il y a bientôt trois ans, n'a jamais donné lieu à aucun plan adapté de ressources humaines, mais seulement à la poursuite de la réduction des emplois et des effectifs dans les services. L'administration table sur les « économies d'échelle » et les « synergies » : toujours plus de pression pour les équipes, augmentation de la charge par les « compétences élargies », flux tendus, délais raccourcis et baisse de la qualité, réduction et abandon de missions.

Exiger l'arrêt des suppressions d'emplois et des réductions d'effectifs dans la Fonction publique, au ministère de la Culture, exiger des emplois pérennes pour les besoins permanents du service public, tels étaient les principaux mots d'ordre de l'appel intersyndical Culture **CFDT – CGT – CFTC – FSU – SUD – UNSA** pour la mobilisation du 11 octobre, dans le cadre de la mobilisation intersyndicale nationale contre les politiques d'austérité et de rigueur qui pèsent principalement sur les salariés :

« Le ministère doit ouvrir de véritables négociations sur les effectifs et les conditions de travail. Il doit donner aux établissements publics les moyens financiers nécessaires qui permettent le financement des emplois inscrits à leur budget et la réalisation de toutes leurs missions. » précisait le préavis de grève Culture.

Jeudi 13 octobre, le Premier ministre s'est félicité de l'agrandissement et de l'embellissement du musée d'Orsay, qui contribue à faire de la France une grande puissance culturelle au rayonnement mondial.

Il invite, comme le fait le Président de la République, à la création prochaine d'une antenne du musée d'Orsay en Normandie, et à la création d'un Orsay mobile.

Mais dans Orsay *intra-muros*, les emplois continuent de fondre comme neige au soleil dans un tableau impressionniste ! Ce n'est pas tenable.

Ces nouveaux projets de développement hors-les-murs nécessitent des budgets importants. Les nouveaux chantiers de travaux aux musées d'Orsay et de l'**Orangerie** en 2012 aussi. Mais l'emploi, lui, doit continuer de baisser pour réduire les coûts.

Enfin, les incessantes réorganisations du travail et le mode de management censé « favoriser les synergies » aboutissent à une confusion des rôles, des hiérarchies brouillées, aux responsabilités diluées et qui n'assument plus leurs initiatives.

Manque de soutien, éloignement du terrain : les chefs englués dans la prescription du chiffre et des résultats, dans le renseignement de tableaux de bord de performance, désespèrent leurs équipes fragilisées qui s'interrogent sur les méthodes et les buts poursuivis.

Il ne faut pas tomber dans le piège soigneusement entretenu de la division des uns contre les autres : agents des salles / agents des bureaux ; titulaires / contractuels, etc. C'est ensemble qu'il faut faire entendre la voix de tous les personnels.

Un certain nombre d'agents du M'OO a demandé aux organisations syndicales de déposer un préavis de grève reconductible à partir du 20 octobre. C'est ce qu'ont fait vendredi 14 octobre la CFDT, SUD, FIPMC-CFTC, et la CGT.

Veuillez trouver ci-joint le préavis de grève déposé par la CGT. Nous invitons tous les personnels à venir en débattre et se déterminer en assemblée générale jeudi 20 octobre.



Syndicat **C.G.T** des musées d'Orsay et de l'Orangerie
62 rue de Lille - 75343 PARIS Cedex 07
Tél : 01 40 49 48 60 – 43 01 - courriel : cgt@musee-orsay.fr
1, jardin des Tuileries, 75001 PARIS
org.cgt@musee-orangerie.fr

Orsay/Orangerie

Paris, le 18 octobre 2011.

Richesse

Au CTP du 4 avril 2011, la Direction du M'OO nous assure que **3 millions** de visiteurs par an est une **jauge maximum** en termes de confort de visite, de sécurité des publics et des œuvres, et de fonctionnement.

L'administration « *repousse la perspective d'une augmentation de cette jauge* » - y compris à la réouverture du NOUVEL ORSAY -, et « *refuse toute tyrannie de la fréquentation* ».

Le contrat de performance 2010-2013 du M'OO confirme le « **maintien d'un haut niveau de fréquentation** ».

Encore un joli bobard pour enfumer les représentants du personnel, puisqu'on lit dans la presse quotidienne à grand tirage ceci :

« *Le musée compte attirer **4 millions** de visiteurs par an au lieu de 3 millions aujourd'hui.* » (Le Parisien – 28 septembre 2011)

+ **12 %** de salles d'exposition (16000 m² + 2000 m²) doit permettre selon la Direction d'atteindre :

+ **30 %** de fréquentation ! (de 3 à 4 millions de visiteurs par an)

Et donc + 30 % de **recettes** de billetterie de droit d'entrée.

Les objectifs de progression de la fréquentation au musée de l'Orangerie sont du même ordre en proportion.

Gains de productivité et « rationalisation » obligent : cette **performance** s'ajoute à une autre **performance** de gestion dogmatique gouvernementale :

réduire les effectifs, supprimer des emplois pour réduire les coûts et diminuer la masse salariale « insoutenable » de l'État.

En réalité, le poids de la masse salariale des fonctionnaires dans le Produit intérieur brut français (la richesse nationale) a reculé ces dix dernières années. Quant aux suppressions de postes, elles sont compensées par le recours accru aux contractuels et aux heures supplémentaires.

Au M'OO, la règle d'or, c'est moins 3 % d'emplois, tous les ans.

L'idéologie libérale ne voit dans les fonctionnaires qu'un coût insupportable, alors que leur travail crée de la richesse, et pas seulement virtuelle.

Le travail de tous les personnels du M'OO crée de la richesse :

- de la richesse matérielle directe : avec 3 millions de visiteurs par an, les recettes de billetterie de droit d'entrée représentent 15 millions €, soit **36 %** des ressources financières de l'établissement. C'est le plus important poste de recettes, devant la subvention d'État, 28 % ; le mécénat, 16 %, etc... jusqu'à la location d'espaces, 1 %. Les visiteurs consomment aussi sur place : cafétéria, restaurant, librairie-carterie-boutique.

- de la richesse matérielle indirecte : les visiteurs du M'OO contribuent au dynamisme de l'économie touristique : hôtellerie, restauration, shopping, transports, etc. qui représente plus de 6,3 % du PIB et 2 millions d'emplois directs et indirects.

- de la richesse symbolique directe : les activités du M'OO contribuent au prestige et à la notoriété mondiale du patrimoine culturel français, au « rayonnement international », qui nourrit la croissance économique en faisant de la France la première destination touristique mondiale.

- de la richesse citoyenne et sociale directe : l'afflux de touristes ne doit pas masquer la fait que le M'OO a aussi pour mission première « de concevoir et mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture ; de concourir à l'éducation, la formation et la recherche dans le domaine de l'histoire, de l'histoire de l'art et de la muséographie. » (décret EPA, art. 2 / 4° et 6°)

Élargir les publics, démocratiser l'accès à la culture en s'ouvrant davantage aux publics défavorisés, éloignés ou empêchés est une priorité rappelée par le MCC.

Tout cela, c'est le **travail** des personnels du M'OO qui le produit en créant de la valeur ajoutée, une valeur très sous-estimée : **l'utilité sociale du service rendu**.

Dire que le travail des agents publics ne crée pas de richesse, qu'il ne fait que peser sur le budget de l'État, est donc une lourde erreur.

A la veille de la réouverture du M'OO, la Direction redéfinit sa priorité en ressources humaines : la surveillance des salles. Après avoir fait le contraire de 2005 à... 2010, c'est-à-dire déshabillé Paul (la surveillance) pour habiller Pierre (les services administratifs du M'OO en expansion), elle fait aujourd'hui volte-face en déshabillant Pierre dépareillé (les bureaux) pour rhabiller Paul dépenaillé (les salles).

C'est ce que la **CGT** appelle mettre en concurrence les personnels.

Une concurrence exacerbée par la pénurie, créée par ceux qui tirent les ficelles.

Ne cédon pas à la division catégorielle des personnels « *concurrentement* » à leurs collègues, ce qui ne produit que des victimes sous le rouleau compresseur de la destruction du service public des musées.

Les victoires possibles dépendent du niveau de la mobilisation des uns **et** des autres, ensemble :

une même communauté de travail, et non des services rivaux.

Pour le M'OO, ses personnels sont une richesse.